



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Projet de rapport

Rapporteuse: Simona **Marin** (Roumanie)

Organisation de la session et questions administratives

A. Consultations informelles préalables

1. À la reprise de sa cinquante-quatrième session tenue à Vienne les 12 et 13 décembre 2011, la Commission a fait sienne la recommandation du bureau élargi selon laquelle sa cinquante-cinquième session serait précédée de consultations informelles qui lui permettraient d'examiner les projets de résolution présentés avant la session ainsi que l'ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session et d'évaluer l'expérience acquise lors des tables rondes de ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions pour déterminer la façon de procéder à sa cinquante-sixième session et aux sessions ultérieures.

2. À la consultation informelle d'avant-session présidée par le Premier Vice-Président, Antonio García Revilla (Pérou), qui s'est tenue le 9 mars 2012, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolution présentés avant la session et réglé les questions d'organisation de sa cinquante-cinquième session.

B. Ouverture et durée de la session

3. La Commission a tenu sa cinquante-cinquième session à Vienne du 12 au 16 mars 2012. Il y a eu au total neuf séances plénières et huit séances du Comité plénier; une séance a été consacrée à des tables rondes. La Présidente de la Commission a ouvert la session. À la 1^{re} séance le 12 mars 2012, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), les représentants du Pérou (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de l'Afrique du Sud (au nom du Groupe des États d'Afrique), de l'Inde (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique),



l'observateur de l'Équateur (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et le représentant du Danemark (au nom des États membres de l'Union européenne). Des déclarations ont également été faites par Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, Victor Hugo Barnica, Vice-Président du Honduras; le Ministre chargé de la lutte contre les stupéfiants en Afghanistan; le Ministre de la justice du Brésil; le Ministre de l'intérieur et Secrétaire général du Service du contrôle des drogues de la République islamique d'Iran; le Ministre près le cabinet du Premier Ministre et Président de la Commission nationale lao pour le contrôle et la surveillance des drogues de la République démocratique populaire lao; le Directeur du Service fédéral de contrôle des drogues de la Fédération de Russie; le Directeur de l'Office of National Drug Control Policy des États-Unis d'Amérique; et le Secrétaire d'État au Ministère de la santé de l'Espagne.

4. À la 2^e séance le 13 mars 2012, des déclarations liminaires ont aussi été faites par le Vice-Ministre du Ministère du contrôle des stupéfiants du Pakistan; le Vice-Ministre des Affaires étrangères du Guatemala; la Présidente exécutive de la Commission nationale pour le développement et pour un mode de vie exempt de drogues (DEVIDA) du Pérou; le Directeur Général de l'Autorité antidrogue de l'Arabie saoudite; le Président du Comité pour la lutte contre le trafic et pour le contrôle du commerce licite de drogues du Kazakhstan; le Président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie de la France; le Secrétaire d'État du Ministère de la santé du Mexique; Ruth Dreifuss, ancienne Présidente de la Suisse; et les représentants de l'Allemagne et de l'Inde.

C. Participation

5. Ont participé à la session les représentants de [...] États membres de la Commission ([...] n'étaient pas représentés). Y ont également assisté les observateurs de [...] autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'États non membres, des représentants d'organismes des Nations Unies et des observateurs d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres. La liste des participants est publiée sous la cote E/CN.7/2012/INF/2.

D. Élection du Bureau

6. Le Bureau de la cinquante-cinquième session de la Commission était composé comme suit:

<i>Fonction</i>	<i>Région</i>	<i>Membre</i>
Présidente	États d'Europe occidentale et autres États	Carmen Buján Freire (Espagne)
Premier Vice-Président	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Antonio García Revilla (Pérou)
Deuxième Vice-Président	États d'Afrique	Raphael Nakare Dinyando (Namibie)
Troisième Vice-Président	États d'Asie et du Pacifique	Khamkheuang Bounteum (République démocratique populaire lao)
Rapporteure	États d'Europe orientale	Simona Marin (Roumanie)

7. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Hongrie, et les observateurs de l'Équateur et de la Finlande), du représentant du Danemark (au nom de l'Union européenne) et du représentant du Pérou (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) a été créé pour aider la Présidente de la Commission à régler les questions d'organisation. Pendant la cinquante-cinquième session de la Commission, le bureau élargi s'est réuni les 14 et 15 mars 2012 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

E. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

8. À sa 1^{re} séance, le 12 mars 2012, la Commission a adopté par consensus l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (E/CN.7/2012/1) que le Conseil économique et social avait été approuvés dans sa décision 2011/261.
